

Titres négociables à court terme
(Negotiable European Commercial Paper - NEU CP)¹

Programme non garanti

| DOCUMENTATION FINANCIERE (DF) | |
|---|--|
| Nom du programme | Métropole de Lyon, NEU CP |
| Nom de l'émetteur | Métropole de Lyon |
| Type de programme | NEU CP |
| Plafond du programme (en euro) | 1 000 000 000 (un milliard) euros |
| Garant | Sans objet |
| Notation du programme | Noté par l'agence Fitch Ratings |
| Arrangeur | Crédit Agricole Corporate and Investment Bank |
| Conseil à l'introduction | Sans objet |
| Conseil juridique | Sans objet |
| Agent domiciliataire | CACEIS Corporate Trust |
| Agents placeurs | Métropole de Lyon Crédit Mutuel Arkéa BRED Banque Populaire Crédit Agricole Corporate and Investment Bank La Banque Postale Natixis Société Générale |
| Date de signature de la documentation financière | 26/06/2020 |
| Mise à jour par avenant | Sans objet |

Documentation établie en application des articles L 213-1 A à L 213-4-1 du Code monétaire et financier

Un exemplaire de la présente documentation est adressé à :

BANQUE DE FRANCE
Direction générale de la stabilité financière et des opérations (DGSO)
Direction de la mise en œuvre de la politique monétaire (DMPM)
21-1134 Service des Titres de Créances Négociables (STCN)
39, rue Croix des Petits Champs
75049 PARIS CEDEX 01

La Banque de France invite le lecteur à prendre connaissance des conditions générales d'utilisation des informations relatives aux titres de créances négociables :

<https://www.banque-france.fr/politique-monetaire/financements-de-marche/marche-des-titres-negociables-court-et-moyen-terme-neu-cp-neu-mtn>

¹ Dénomination commerciale des titres définis à l'article D.213-1 du Code monétaire et financier

TABLE DES MATIERES / TABLE OF CONTENTS

| | |
|--|-----------|
| SECTION EN FRANÇAIS (FAISANT FOI) | 3 |
| 1. DESCRIPTION DU PROGRAMME D'EMISSION | 3 |
| 2. DESCRIPTION DE L'EMETTEUR..... | 7 |
| 3. CERTIFICATION DES INFORMATIONS FOURNIES | 15 |
| 4. ANNEXES..... | 16 |
| ENGLISH SECTION..... | 30 |
| 1. DESCRIPTION OF THE ISSUANCE PROGRAMME | 30 |
| 2. DESCRIPTION OF THE ISSUER..... | 34 |
| 3. CERTIFICATION OF INFORMATION FOR THE ISSUER | 42 |

| 1. DESCRIPTION DU PROGRAMME D'EMISSION | | |
|--|---|---|
| Articles D. 213-9, 1° et D. 213-11 du Code monétaire et financier et article 6 de l'Arrêté du 30 mai 2016 et les réglementations postérieures | | |
| 1.1 | Nom du programme | Métropole de Lyon, NEU CP |
| 1.2 | Type de programme | NEU CP |
| 1.3 | Dénomination sociale de l'Émetteur | Métropole de Lyon |
| 1.4 | Type d'émetteur | Collectivité territoriale |
| 1.5 | Objet du programme | Besoins généraux de l'émetteur |
| 1.6 | Plafond du programme (en Euro) | L'encours maximum du programme est de 1 milliard d'euros ou la contre-valeur de ce montant en toute autres devises autorisées. |
| 1.7 | Forme des titres | Les titres du programme sont des NEU CP, émis au porteur et sont inscrits en compte auprès d'intermédiaires autorisés conformément à la législation et à la réglementation française en vigueur. |
| 1.8 | Rémunération | <p>La rémunération des NEUCP est fixe ou variable.</p> <p>L'Emetteur s'engage à informer la Banque de France lorsque la rémunération est liée à un indice ou varie en application d'une clause d'indexation qui ne porte pas sur un taux usuel du marché interbancaire, monétaire ou obligataire.</p> <p>Le programme permet également l'émission d'un NEU CP dont la rémunération peut être fonction d'une formule d'indexation ne garantissant pas le remboursement du capital à leur échéance. La confirmation de l'émetteur relative à une telle émission mentionnera explicitement la formule de remboursement et la fraction du capital garanti.</p> <p>Dans le cas d'une émission comportant une option de remboursement anticipé, de prorogation ou de rachat les conditions de rémunération des NEU CP seront fixées à l'occasion de l'émission initiale et ne pourront pas être modifiées ultérieurement, notamment à l'occasion de l'exercice de l'option de remboursement</p> |
| 1.9 | Devises d'émission | Euro ou toute autre devise autorisée par la réglementation française applicable au moment de l'émission. |
| 1.10 | Maturité | L'échéance des NEU CP sera fixée conformément à la législation et à la réglementation française, ce qui implique qu'à la date des présentes, la durée des émissions |

| | | |
|-------------|---|---|
| | | <p>de ces titres ne peut être supérieure à 1 an (365 jours ou 366 jours les années bissextiles).</p> <p>Le remboursement ne se fera pas en dessous du pair dans le cadre de ce programme.</p> <p>Les NEU CP peuvent être remboursés avant maturité en accord avec les lois et les réglementations applicables en France. Le remboursement</p> <p>Les NEU CP émis dans le cadre du Programme pourront comporter une ou plusieurs options de prorogation de l'échéance, au gré de l'émetteur ou du détenteur, ou en fonction d'un ou plusieurs événements indépendants de l'émetteur et/ou du détenteur.</p> <p>Les NEU CP émis dans le cadre du Programme pourront aussi comporter une ou plusieurs options de rachat par l'émetteur, au gré de l'émetteur ou du détenteur, ou en fonction d'un ou plusieurs événements indépendants de l'émetteur et/ou du détenteur.</p> <p>S'il y a lieu, l'option de remboursement anticipé, de prorogation ou du rachat de NEU CP devra être spécifiée explicitement dans le formulaire de confirmation de toute émission de NEU CP.</p> <p>En tout état de cause, la durée de tout NEU CP assortie d'une ou plusieurs de ces clauses sera toujours, toutes options de remboursement anticipé, de prorogation ou de rachat comprises, conforme à la réglementation en vigueur au moment de l'émission dudit NEU CP.</p> |
| 1.11 | Montant unitaire minimal des émissions | 150 000 euros ou la contrevaletur de ce montant en devises déterminée au moment de l'émission. |
| 1.12 | Dénomination minimale des Titres de créances négociables | En vertu de la réglementation, le montant minimum légal des NEU CP émis dans le cadre de ce programme doit être de 150 000 euros ou la contrevaletur de ce montant en devises déterminée au moment de l'émission. |
| 1.13 | Rang | Les NEU CP constitueront des obligations directes, non assorties de sûreté et non subordonnées de l'Emetteur, venant au moins à égalité de rang avec les autres obligations actuelles et futures, directes, non assorties de sûreté, non garanties et non subordonnées de l'Emetteur. |
| 1.14 | Droit applicable au programme | Tout NEU CP émis dans le cadre de ce Programme sera régi par le droit français. Tous les litiges auxquels l'émission de NEU CP pourrait donner lieu seront régis par le |

| | | |
|--------------|---|---|
| | | droit français et interprétés selon le droit français. |
| 1.15 | Admission des TCN sur un marché réglementé | Non |
| 1.16 | Système de règlement-livraison d'émission | EUROLCEAR France |
| 1.17 | Notation du programme | <p>Le programme est noté par Fitch Ratings.</p> <p>https://www.fitchratings.com/entity/lyon-metropolis-96214750</p> <p>Les notations sont susceptibles d'être revues à tout moment par les agences de notation. Les investisseurs sont invités à se reporter aux sites internet des agences concernées afin de consulter la notation en vigueur.</p> |
| 1.18 | Garantie | Sans objet |
| 1.19 | Agent domiciliataire (liste exhaustive) | CACEIS Corporate Trust |
| 1.20. | Arrangeur | Crédit Agricole Corporate and Investment Bank |
| 1.21 | Mode de placement envisagé | <p>A la date de la présente Documentation financière, l'Émetteur a désigné les Agents Placeurs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Métropole de Lyon - Crédit Mutuel Arkéa - BRED Banque Populaire - Crédit Agricole Corporate and Investment Bank - La Banque Postale - Natixis - Société Générale <p>L'Émetteur pourra ultérieurement remplacer un Agent Placeur, assurer lui-même le placement, ou nommer d'autres Agents Placeurs ; une liste à jour desdits Agents Placeurs sera communiquée aux investisseurs sur demande déposée auprès de l'Émetteur</p> |
| 1.22 | Restrictions à la vente | <p>Restrictions Générales :</p> <p>Aucune mesure n'a été ou ne sera prise par l'Émetteur, chaque Agent Placeur, chaque souscripteur initial et chaque détenteur subséquent de NEU CP émis dans le cadre du programme aux fins de permettre une offre au public des NEU CP, ou la détention ou la distribution de la Documentation Financière ou de tout autre document relatif aux NEU CP , dans un pays ou un territoire où des mesures sont nécessaires à cet effet. L'Émetteur, chaque Agent Placeur, chaque souscripteur initial de NEU CP s'est engagé à</p> |

| | | |
|-------------|--|---|
| | | <p>respecter et chaque détenteur subséquent de NEU CP sera réputé s'être engagé à respecter, dans toute la mesure du possible, les lois et règlements en vigueur dans chaque pays ou territoire où il achète, offre ou vend les NEU CP ou dans lequel il détient ou distribue la Documentation Financière ou tout autre document relatif aux NEU CP et à obtenir tout consentement, accord ou permission nécessaire à l'achat, l'offre ou la vente de NEU CP</p> <p>conformément aux lois et règlements qui lui sont applicables et à ceux du pays ou territoire où il réalise cet achat, offre ou vente et ni l'Émetteur, ni aucun Agent Placeur, ni aucun souscripteur initial ou détenteur subséquent de NEU CP n'encourent de responsabilité à ce titre.</p> <p>L'Émetteur, chaque Agent Placeur, chaque souscripteur initial de NEU CP a déclaré et garanti et chaque détenteur subséquent de NEU CP sera réputé avoir déclaré et garanti au jour de la date d'acquisition qu'il n'offrira, ne vendra ni ne remettra, directement ou indirectement, les NEU CP ou distribuera la Documentation Financière ou tout autre document relatif aux NEU CP, dans un pays ou territoire sauf dans des conditions où toutes les lois et règlements applicables seront respectés et ne mettront aucune obligation à la charge de l'émetteur.</p> |
| 1.23 | Taxation | Optionnel * |
| 1.24 | Implication nationales d'autorités | Banque de France |
| 1.25 | Contacts | <p>Téléphone : +33 (0)4 78 63 40 85 Email : bmanin@grandlyon.com</p> <p>Téléphone : +33 (0)4 78 63 41 74 Email : bdaller@grandlyon.com</p> |
| 1.26 | Informations complémentaires relatives au programme | Optionnel * |
| 1.27 | Langue de la documentation financière faisant foi | Français |

* Optionnel : information pouvant ne pas être fournie par l'émetteur car la réglementation française ne l'impose pas

| 2. DESCRIPTION DE L'EMETTEUR | | |
|--|--|---|
| Article D. 213-9, 2° du Code monétaire et financier et article 7 de l'Arrêté du 30 mai 2016 et les réglementations postérieures | | |
| 2.1 | Dénomination sociale de l'émetteur | Métropole de Lyon |
| 2.2 | Forme juridique, législation applicable à l'émetteur et tribunaux compétents | <p>La Métropole de Lyon est une collectivité territoriale à statut particulier en vertu de l'article 72 de la Constitution et au même titre que les communes, les départements et les régions.</p> <p>L'Émetteur est soumis à la loi française et relève de la compétence du Tribunal administratif de Lyon.</p> |
| 2.3 | Date de constitution | <p>La Métropole de Lyon est créée par la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles. La Métropole de Lyon est une collectivité à statut particulier, au sens de l'article 72 de la Constitution, dénommée " métropole de Lyon ", en lieu et place de la communauté urbaine de Lyon et, dans les limites territoriales précédemment reconnues à celle-ci, du département du Rhône article L 3611-1 Code Général des Collectivités Territoriales.</p> <p>Le site grandlyon.com présente les communes de la Métropole de Lyon : https://www.grandlyon.com/metropole/59-communes.html</p> |
| 2.4 | Siège social et principal siège administratif (si différent) | <p>Métropole de Lyon. 20, rue du Lac CS 33569 69505 LYON Cedex 03</p> |
| 2.5 | Numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés et identifiant LEI | <p>Collectivité territoriale à statut particulier N° SIRET : 200 046 977 00019 Code APE : 8411Z N° LEI : 969500QEDZVVBAI2EX39</p> |
| 2.6 | Objet social résumé | <p>La Métropole de Lyon assume toutes les compétences exercées auparavant par la Communauté urbaine de Lyon et le Département du Rhône ainsi que des compétences supplémentaires qui viennent des communes.</p> |
| 2.7 | Renseignements relatifs à l'activité de l'émetteur | <p>Article L3641- CGCT Compétences de la Métropole du Grand Lyon</p> <p>I. – La Métropole de Lyon exerce de plein droit, en lieu et place des communes situées sur son territoire, les compétences suivantes :</p> |

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel:

a) Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;

b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, et actions contribuant à la promotion et au rayonnement du territoire et de ses activités, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;

c) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en prenant en compte le schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

d) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socio-culturels, socio-éducatifs et sportifs métropolitains ;

e) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;

b) Organisation de la mobilité; création, aménagement et entretien de la voirie du domaine public routier de la métropole de Lyon ; signalisation ; parcs et aires de stationnement, plan de déplacements urbains ; abris de voyageurs ;

c) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

d) Établissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de

réseaux de télécommunications

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Création, aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs

4° En matière de politique de la ville :

- a) Élaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires métropolitains, ainsi que création, gestion et extension des crématoriums métropolitains ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du

| | | |
|------------|---|--|
| | | <p>cadre de vie :</p> <p>a) Gestion des déchets ménagers et assimilés;</p> <p>b) Lutte contre la pollution de l'air ;</p> <p>c) Lutte contre les nuisances sonores ;</p> <p>d) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;</p> <p>e) Élaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;</p> <p>f) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;</p> <p>g) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;</p> <p>h) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables ;</p> <p>i) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations</p> <p>j) Création et gestion de services de désinfection et de services d'hygiène et de santé.</p> <p>II. – Le conseil de la métropole de Lyon approuve à la majorité simple des suffrages exprimés le plan local d'urbanisme.</p> <p style="text-align: center;">Article L3641-2 CGCT</p> <p>La Métropole de Lyon exerce de plein droit les compétences que les lois, dans leurs dispositions non contraires au présent titre, attribuent au département.</p> <p>De plus, la Métropole de Lyon peut déléguer aux communes situées sur son territoire la gestion de certaines compétences, comme elle peut recevoir de la Région et de l'État, la gestion d'autres compétences.</p> |
| 2.8 | Capital | L'Emetteur étant une collectivité territoriale, il ne dispose pas de capital social. |
| 2.8.1 | Montant du capital souscrit et entièrement libéré | Sans objet |

| | | |
|-------------|--|--|
| 2.8.2 | Montant du capital souscrit et non entièrement libéré | Sans objet |
| 2.9 | Répartition du capital | Sans objet |
| 2.10 | Marchés réglementés où les titres de capital ou de créances de l'émetteur sont négociés | Sans objet |
| 2.11 | Composition de la direction | <p>Le Conseil de la Métropole de Lyon est réuni, à l'initiative de son président, au moins une fois par trimestre.</p> <p>Le président du Conseil de la Métropole est l'organe exécutif de la Métropole de Lyon. Il prépare et exécute les délibérations du Conseil de la Métropole ainsi que les décisions de la Commission permanente, ordonne les dépenses et prescrit l'exécution des recettes. En cas d'absence ou d'empêchement, sa suppléance est assurée par le premier vice-président ou par un vice-président pris dans l'ordre des nominations.</p> <p>Le Conseil de la Métropole délègue une partie de ses attributions au président et à la Commission permanente.</p> <p>Le Président : David Kimelfeld</p> <p>https://www.grandlyon.com/metropole/la-commission-permanente.html</p> |
| 2.12 | Normes comptables utilisées pour les données consolidées (ou à défaut des données sociales) | <p>Comme toutes les collectivités territoriales et groupements de collectivités territoriales, la comptabilité de la Métropole de Lyon s'inscrit dans un cadre budgétaire et comptable fixé par un ensemble de dispositions légales et réglementaires.</p> <p>Cinq grands principes budgétaires s'appliquent ainsi à la Métropole de Lyon :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'annualité : la période d'exécution du budget est l'année civile. - L'unité : un document unique rassemble toutes les dépenses et recettes, le budget principal pouvant toutefois être assorti de budgets annexes. - L'universalité : d'une part, les dépenses et recettes ne peuvent être compensées (règle du "produit brut") ; d'autre part, les recettes sont non affectées. - La spécialité : les crédits sont ouverts par chapitres (selon la nomenclature applicable et selon le choix de la collectivité de voter le budget par nature ou par fonction). - L'équilibre : au sens de l'article L.1612-4 du Code général des collectivités territoriales, un budget est en "équilibre réel" si chacune des deux sections du budget (fonctionnement et investissement) sont votées en équilibre (y compris |

| | | |
|---------------|---|--|
| | | <p>autofinancement en section de fonctionnement) et si l'autofinancement dégagé par la section de fonctionnement couvre le remboursement du capital de la dette.</p> <p>Sur le plan comptable, le grand principe applicable aux finances publiques locales est la séparation de l'ordonnateur et du comptable public.</p> <p>L'ordonnateur est l'exécutif de la collectivité. Il exécute les décisions budgétaires, en dépenses et en recettes. Il assure le premier niveau de contrôle de l'exhaustivité des pièces justifiant les dépenses et recettes. Il tient une comptabilité en "droits constatés".</p> <p>Le budget primitif, le budget supplémentaire, les décisions modificatives et le compte administratif sont votés par le conseil de la Métropole de Lyon.</p> <p>Le comptable public assignataire exerce le second niveau de contrôle de pièces produites par l'ordonnateur pour justifier les dépenses et les recettes. Il paie les dépenses et recouvre les recettes. Il tient sa propre comptabilité.</p> <p>Chaque année, la comptabilité de l'ordonnateur correspondant au dernier exercice clos (le Compte administratif) doit être approuvée par le Conseil, en conformité avec la comptabilité du comptable (le Compte de gestion).</p> <p>La comptabilité de l'ordonnateur et la comptabilité du comptable sont tenues selon la même norme applicable. Les différentes normes applicables sont toutes très proches du plan comptable général.</p> <p>La Métropole de Lyon ne réalise pas de comptes consolidés.</p> |
| 2.13 | Exercice comptable | Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre |
| 2.13.1 | Date de tenue de l'assemblée générale annuelle (ou son équivalent) ayant approuvé les comptes annuels de l'exercice écoulé | 08/06/2020 vote du compte administratif 2019 par le Conseil Métropolitain. |
| 2.14 | Exercice fiscal | Sans objet |
| 2.15 | Commissaires aux comptes de l'émetteur ayant audité les comptes annuels de l'Émetteur | Sans objet |
| 2.15.1 | Commissaires aux comptes | Le paiement des dépenses et le recouvrement des recettes sont assurés par un comptable public municipal. |

| | |
|--|---|
| | <p>Ce mode de fonctionnement, qui résulte du principe de séparation des ordonnateurs et des comptables issu des textes généraux régissant les règles de la comptabilité publique en France (notamment le décret du 29 décembre 1962 portant règlement général de la comptabilité publique), a pour effet de réserver au comptable public le maniement des fonds publics de la Métropole de Lyon et d'organiser un contrôle externe de la validité de chacun des mandats de paiement émis chaque année.</p> <p>Le rôle ainsi dévolu au comptable public constitue une garantie pour la sécurité financière de la Métropole de Lyon.</p> <p>Parallèlement au compte administratif réalisé par la Métropole de Lyon, le comptable public tient un compte de gestion qui retrace l'ensemble des écritures comptables passées par la Métropole de Lyon et validées par le Trésorier Principal de la Métropole de Lyon. Le compte de gestion retrace également le bilan comptable de la collectivité. Pour chaque exercice, le conseil métropolitain prend une décision d'adoption de ce compte de gestion. Il est ensuite analysé par la Chambre Régionale des Comptes qui vérifie si les recettes ont été recouvrées et si les dépenses ont été payées conformément aux règles en vigueur. Elle analyse les comptes et les pièces justificatives et examine l'équilibre des comptes.</p> <p>Elle donne alors décharge au comptable si les comptes sont réguliers. Les comptes des comptables publics sont généralement examinés selon une périodicité régulière en reprenant les comptes depuis le dernier contrôle de la Chambre Régionale des Comptes.</p> <p>Par ailleurs, la Chambre Régionale des Comptes peut effectuer un contrôle sur la qualité et la régularité de la gestion, sur l'emploi des moyens et sur l'efficacité des actions menées par une collectivité. À l'issue d'une procédure contradictoire, la Chambre Régionale des Comptes adopte un rapport d'observations définitives qui, assorti des réponses de l'ordonnateur, est transmis à l'assemblée délibérante. Cet</p> |
|--|---|

| | | |
|-------------|--|--|
| | | examen porte sur l'ensemble de la période écoulée depuis le précédent contrôle. |
| 2.15.2 | Rapport des commissaires aux comptes | Sans objet |
| 2.16 | Autres programmes de l'émetteur de même nature à l'étranger | Sans objet |
| 2.17 | Notation de l'émetteur | L'Emetteur est noté par Fitch Ratings. https://www.fitchratings.com/entity/lyon-metropolis-96214750 Les notations sont susceptibles d'être revues à tout moment par les agences de notation. Les investisseurs sont invités à se reporter aux sites internet des agences concernées afin de consulter la notation en vigueur. |
| 2.18 | Information complémentaire sur l'émetteur | Optionnel * |

* Optionnel : information pouvant ne pas être fournie par l'émetteur car la réglementation française ne l'impose pas

3. CERTIFICATION DES INFORMATIONS FOURNIES

Article D. 213-9, 4° du Code monétaire et financier et les réglementations postérieures

| <i>Certification des informations fournies pour l'émetteur</i> | | |
|--|--|---|
| 3.1 | Nom et fonction de la ou des personne(s) responsable(s) de la documentation financière portant sur le programme NEU CP | Monsieur Richard BRUMM, Vice-Président Finances |
| 3.2 | Déclaration pour chaque personne responsable de la documentation financière portant sur le programme NEU CP | À ma connaissance, l'information donnée par l'émetteur dans la documentation financière, y compris la traduction, est exacte, précise et ne comporte pas d'omissions de nature à en altérer la portée ni d'indications fausses ou de nature à induire en erreur |
| 3.3 | Date, lieu et signature | 26/06/2020 Métropole de Lyon <i>Direction des Finances</i> 20 rue du Lac - CS33569 69505 Lyon cedex 03 |

ANNEXES

| | |
|---|----|
| Annexe 1 – Notation du programme..... | 17 |
| Annexe 2 – Attestation du contrôle des comptes..... | 18 |
| Annexe 3 – Délibération du Conseil de Métropole sur le programme de NEU CP..... | 19 |
| Annexe 4 – Délibération du Conseil de Métropole relative au Compte administratif de 2018..... | 20 |
| Annexe 5 – Synthèse du Compte administratif 2018..... | 21 |
| Annexe 6 – Délibération du Conseil de Métropole relative au Compte administratif de 2019..... | 22 |
| Annexe 7 – Synthèse du Compte administratif 2019..... | 23 |
| Annexe 8 – Délibération du Conseil de Métropole relative au Budget Primitif de 2020..... | 24 |
| Annexe 9 – Synthèse du Budget Primitif de 2020..... | 25 |
| Annexe 10 – Tableau prévisionnel du profil d’extinction de la dette..... | 26 |
| Annexe 11 – Charte Gissler..... | 27 |
| Annexe 12 – Synthèse des ratios ATR..... | 29 |
| Annexe 13 – Documentation Financière traduite en anglais..... | 30 |

Les informations exposées à l'article D. 213-9 du Code monétaire et financier, incluant les documents mis à disposition de l'Assemblée générale des actionnaires ou de l'organe qui en tient lieu, sont communiquées à toute personne qui en fait la demande, conformément à l'article D.213-13 du code monétaire et financier.

Annexe 1 – Notation du programme

La Métropole de Lyon est notée par l'agence de notation Fitch Ratings

<https://www.fitchratings.com/entity/lyon-metropolis-96214750>

Annexe 2 – Attestation du contrôle des comptes

| |
|---|
| Validation des comptes 2018 et 2019 de la Métropole de Lyon |
|---|

Le paiement des dépenses et le recouvrement des recettes de la Métropole de Lyon sont assurés par un comptable public soumis au contrôle financier à posteriori de la Chambre Régionale des comptes d'Auvergne-Rhône-Alpes.

Ce mode de fonctionnement, qui résulte du principe de séparation des ordonnateurs et des comptables issu des textes généraux régissant les règles de la comptabilité publique en France (notamment le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique), a pour effet de réserver au comptable public le maniement des fonds publics et d'organiser un contrôle externe de la validité des mandats de paiement et des titres de recettes émis à l'exécution du budget annuel. Le rôle ainsi dévolu au comptable public contribue à la sécurité financière de la collectivité publique à la gestion de laquelle il participe.

Parallèlement au compte administratif établi par la Métropole de Lyon, le comptable public tient un compte de gestion qui retrace l'ensemble des écritures comptables passées et validées par ce dernier. Pour chaque exercice, l'assemblée délibérante de la Métropole prend une décision d'adoption du compte de gestion. Ce compte est ensuite examiné par la Chambre Régionale des Comptes qui vérifie si les recettes ont été recouvrées et si les dépenses ont été payées conformément à la réglementation en vigueur. Elle contrôle les comptes ainsi que les pièces justificatives des opérations qui y sont retracées. Elle donne décharge au comptable public si les comptes sont réguliers. Les comptes des comptables publics sont périodiquement examinés, tout nouveau contrôle étant réalisé à partir du dernier exercice budgétaire et comptable non encore vérifié par la Chambre Régionale des Comptes.

Par ailleurs, la Chambre Régionale des Comptes peut effectuer un contrôle sur la qualité et la régularité de la gestion d'une collectivité publique, sur l'emploi des moyens et sur l'efficacité des actions menées par cette dernière. À l'issue d'une procédure contradictoire, la Chambre Régionale des Comptes produit un rapport d'observations définitives qui assorti des réponses de l'ordonnateur, est transmis à l'assemblée délibérante. Cet examen porte sur l'ensemble de la période écoulée depuis le précédent contrôle. Ce rapport peut être obtenu auprès de l'émetteur ou consulté sur le site Internet : <http://ccomptes.fr/Nos-activités/Chambres-regionales-des-comptes-CRC/Auvergne-Rhône-Alpes>

Je soussigné, Michel CIPIERE, comptable public de la Métropole, certifie la concordance entre les comptes administratifs et les comptes de gestion relatifs aux exercices 2018 et 2019.

À Lyon, le 04/06/2020

Mr Michel CIPIERE, Trésorerie de Lyon Municipale et Métropole de Lyon

Annexe 3 – Délibération du Conseil de Métropole sur le programme de NEU CP

Délibération pour la création du programme NEUCP (2018)

<https://old.grandlyon.com/delibs/pdf/Conseil/2018/12/10/DELIBERATION/2018-3187.pdf>

Délibération pour l'augmentation du plafond du programme NEUCP (2019)

<https://www.grandlyon.com/delibs/raad/pdf/Conseil/2019/12/16/DELIBERATION/2019-3983.pdf>

Annexe 4 – Délibération du Conseil de Métropole relative au Compte administratif de 2018

<https://www.grandlyon.com/delibs/pdf/Conseil/2019/06/24/DELIBERATION/2019-3607.pdf>

Annexe 5 – Synthèse du Compte administratif 2018

https://www.grandlyon.com/fileadmin/user_upload/media/pdf/institution/budget/20190625_synthese-compte-administratif-2018.pdf

Annexe 6 – Délibération du Conseil de Métropole relative au Compte administratif de 2019

<https://www.grandlyon.com/delibs/pdf/Conseil/2020/06/08/DELIBERATION/2020-4326.pdf>

Annexe 7 – Synthèse du Compte administratif 2019

https://www.grandlyon.com/fileadmin/user_upload/media/pdf/institution/budget/20200616_synthese-compte-administratif.pdf

Annexe 8 – Délibération du Conseil de Métropole relative au Budget Primitif de 2020

<https://www.grandlyon.com/delibs/pdf/Conseil/2020/01/20/DELIBERATION/2020-4119.pdf>

Annexe 9 – Synthèse du Budget Primitif de 2020

https://www.grandlyon.com/fileadmin/user_upload/media/pdf/institution/budget/20200131_gl_synthes_ebudget2020.pdf

Annexe 10 – Tableau prévisionnel du profil d’extinction de la dette

| Année de la date de début d'exercice | CRD début d'exercice |
|--------------------------------------|----------------------|
| 2020 | 1 780 411 185,37 € |
| 2021 | 1 613 791 142,89 € |
| 2022 | 1 470 440 346,98 € |
| 2023 | 1 263 611 185,86 € |
| 2024 | 1 127 136 055,48 € |
| 2025 | 988 616 757,15 € |
| 2026 | 867 483 033,97 € |
| 2027 | 749 567 635,10 € |
| 2028 | 629 819 894,61 € |
| 2029 | 515 855 649,59 € |
| 2030 | 413 162 563,88 € |
| 2031 | 319 737 546,22 € |
| 2032 | 236 869 819,14 € |
| 2033 | 168 602 272,58 € |
| 2034 | 123 997 138,62 € |
| 2035 | 85 896 667,64 € |
| 2036 | 65 063 070,17 € |
| 2037 | 46 532 760,99 € |
| 2038 | 31 439 661,30 € |
| 2039 | 19 249 712,74 € |
| 2040 | 15 483 378,44 € |
| 2041 | 14 216 875,66 € |
| 2042 | 12 950 204,40 € |
| 2043 | 11 683 364,21 € |
| 2044 | 10 499 999,72 € |
| 2045 | 9 333 333,04 € |
| 2046 | 8 166 666,36 € |
| 2047 | 6 999 999,68 € |
| 2048 | 5 833 333,00 € |
| 2049 | 4 666 666,32 € |
| 2050 | 3 499 999,64 € |
| 2051 | 2 333 332,96 € |
| 2052 | 1 166 666,28 € |

Annexe 11 – Charte Gissler

Données au 31/12/2019

Budget Principal

| IV - ANNEXES | | | | | | | IV |
|--|--------------------|------------------|---|---------------------------|---|--------------------------------|----------------|
| ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE | | | | | | | A2.9 |
| REPARTITION DE L'ENCOURS (TYPOLOGIE) | | | | | | | |
| Structures | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) | (6) |
| Indices sous-jacents | | Indices en euros | Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices | Ecart d'indices zone euro | Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors | Ecart d'indices hors zone euro | Autres indices |
| (A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) | Nombre de produits | 80 | 2 | - | - | - | - |
| | % de l'encours | 98,04% | 1,68% | - | - | - | - |
| | Montant en euros | 1 593 283 843 € | 27 311 760 € | - | - | - | - |
| (B) Barrière simple. Pas d'effet de levier | Nombre de produits | 1 | - | - | - | - | - |
| | % de l'encours | 0,28% | - | - | - | - | - |
| | Montant en euros | 4 621 794 € | - | - | - | - | - |
| (C) Option d'échange (swaption) | Nombre de produits | - | - | - | - | - | - |
| | % de l'encours | - | - | - | - | - | - |
| | Montant en euros | - | - | - | - | - | - |
| (D) Multiplicateur jusqu'à 3; multiplicateur jusqu'à 5 capé | Nombre de produits | - | - | - | - | - | - |
| | % de l'encours | - | - | - | - | - | - |
| | Montant en euros | - | - | - | - | - | - |
| (E) Multiplicateur jusqu'à 5 | Nombre de produits | - | - | - | - | - | - |
| | % de l'encours | - | - | - | - | - | - |
| | Montant en euros | - | - | - | - | - | - |
| (F) Autres types de structures | Nombre de produits | - | - | - | - | - | - |
| | % de l'encours | - | - | - | - | - | - |
| | Montant en euros | - | - | - | - | - | - |

Budget assainissement

| IV - ANNEXES | | | | | | | IV |
|---|--------------------|------------------|---|---------------------------|---|--------------------------------|----------------|
| ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE | | | | | | | A2.9 |
| REPARTITION DE L'ENCOURS (TYPOLOGIE) | | | | | | | |
| Structures | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) | (6) |
| Indices sous-jacents | | Indices en euros | Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices | Ecart d'indices zone euro | Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors | Ecart d'indices hors zone euro | Autres indices |
| (A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux | Nombre de produits | 21 | 0 | - | - | - | - |
| | % de l'encours | 100,00% | 0,00% | - | - | - | - |
| | Montant en euros | 117 419 180 € | 0 € | - | - | - | - |
| (B) Barrière simple. Pas d'effet de levier | Nombre de produits | - | - | - | - | - | - |
| | % de l'encours | - | - | - | - | - | - |
| | Montant en euros | - | - | - | - | - | - |
| (C) Option d'échange (swaption) | Nombre de produits | - | - | - | - | - | - |
| | % de l'encours | - | - | - | - | - | - |
| | Montant en euros | - | - | - | - | - | - |
| (D) Multiplicateur jusqu'à 3; multiplicateur jusqu'à 5 capé | Nombre de produits | - | - | - | - | - | - |
| | % de l'encours | - | - | - | - | - | - |
| | Montant en euros | - | - | - | - | - | - |
| (E) Multiplicateur jusqu'à 5 | Nombre de produits | - | - | - | - | - | - |
| | % de l'encours | - | - | - | - | - | - |
| | Montant en euros | - | - | - | - | - | - |
| (F) Autres types de structures | Nombre de produits | - | - | - | - | - | - |
| | % de l'encours | - | - | - | - | - | - |
| | Montant en euros | - | - | - | - | - | - |

Budget Eaux

| IV - ANNEXES | | | | | | | IV |
|---|--------------------|-------------------------|--|----------------------------------|--|---------------------------------------|-----------------------|
| ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE REPARTITION DE L'ENCOURS (TYPOLOGIE) | | | | | | | A2.9 |
| Structures | | (1) Indices en euros | (2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices | (3) Ecart d'indices zone euro | (4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors | (5) Ecart d'indices hors zone euro | (6) Autres indices |
| Indices sous-jacents | | | | | | | |
| (A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou | Nombre de produits | 12 | 0 | - | - | - | - |
| | % de l'encours | 100,00% | 0,00% | - | - | - | - |
| | Montant en euros | 30 023 241 € | 0 € | - | - | - | - |
| (B) Barrière simple. Pas d'effet de levier | Nombre de produits | - | - | - | - | - | - |
| | % de l'encours | - | - | - | - | - | - |
| | Montant en euros | - | - | - | - | - | - |
| (C) Option d'échange (swaption) | Nombre de produits | - | - | - | - | - | - |
| | % de l'encours | - | - | - | - | - | - |
| | Montant en euros | - | - | - | - | - | - |
| (D) Multiplicateur jusqu'à 3; multiplicateur jusqu'à 5 capé | Nombre de produits | - | - | - | - | - | - |
| | % de l'encours | - | - | - | - | - | - |
| | Montant en euros | - | - | - | - | - | - |
| (E) Multiplicateur jusqu'à 5 | Nombre de produits | - | - | - | - | - | - |
| | % de l'encours | - | - | - | - | - | - |
| | Montant en euros | - | - | - | - | - | - |
| (F) Autres types de structures | Nombre de produits | - | - | - | - | - | - |
| | % de l'encours | - | - | - | - | - | - |
| | Montant en euros | - | - | - | - | - | - |

Budget Réseau Chaleur Urbain

| IV - ANNEXES | | | | | | | IV |
|---|--------------------|-------------------------|--|----------------------------------|--|---------------------------------------|-----------------------|
| ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE REPARTITION DE L'ENCOURS (TYPOLOGIE) | | | | | | | A2.9 |
| Structures | | (1) Indices en euros | (2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices | (3) Ecart d'indices zone euro | (4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors | (5) Ecart d'indices hors zone euro | (6) Autres indices |
| Indices sous-jacents | | | | | | | |
| (A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou | Nombre de produits | 4 | - | - | - | - | - |
| | % de l'encours | 100,00% | - | - | - | - | - |
| | Montant en euros | 7 751 367 € | - | - | - | - | - |
| (B) Barrière simple. Pas d'effet de levier | Nombre de produits | - | - | - | - | - | - |
| | % de l'encours | - | - | - | - | - | - |
| | Montant en euros | - | - | - | - | - | - |
| (C) Option d'échange (swaption) | Nombre de produits | - | - | - | - | - | - |
| | % de l'encours | - | - | - | - | - | - |
| | Montant en euros | - | - | - | - | - | - |
| (D) Multiplicateur jusqu'à 3; multiplicateur jusqu'à 5 capé | Nombre de produits | - | - | - | - | - | - |
| | % de l'encours | - | - | - | - | - | - |
| | Montant en euros | - | - | - | - | - | - |
| (E) Multiplicateur jusqu'à 5 | Nombre de produits | - | - | - | - | - | - |
| | % de l'encours | - | - | - | - | - | - |
| | Montant en euros | - | - | - | - | - | - |
| (F) Autres types de structures | Nombre de produits | - | - | - | - | - | - |
| | % de l'encours | - | - | - | - | - | - |
| | Montant en euros | - | - | - | - | - | - |

Annexe 12 – Synthèse des ratios ATR

Métropole de Lyon - Budget principal - CA - 2019

| | |
|---|----------|
| I – INFORMATIONS GENERALES | I |
| INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES | A |

| Informations statistiques | |
|---------------------------|-----------|
| | Valeurs |
| Population totale | 1 400 134 |

| Informations fiscales (N-2) | |
|--|--------------|
| | Collectivité |
| Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1) | sans objet |

| Informations financières – ratios | | Valeurs |
|-----------------------------------|--|---------|
| 1 | Dépenses réelles de fonctionnement / population | 1 620 € |
| 2 | Recettes réelles de fonctionnement / population | 1 987 € |
| 3 | Dépenses d'équipement brut / population | 353 € |
| 4 | Encours de dette / population (2) | 1 161 € |
| 5 | DGF / population | 282 € |
| 6 | Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (3) | 18 % |
| 7 | Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (3) | 89 % |
| 8 | Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement | 18 % |
| 9 | Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) | 58 % |
| 10 | Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) | 18 % |

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

Annexe 13 – Documentation Financière traduite en anglais

| 1. DESCRIPTION OF THE ISSUANCE PROGRAMME | | |
|---|--|---|
| Articles D. 213-9, 1° and D 213-11 of the French monetary and financial code and Article 6 of the Order of 30 May 2016 and subsequent amendments | | |
| 1.1 | Name of the programme | Métropole de Lyon, NEU CP |
| 1.2 | Type of programme | NEU CP |
| 1.3 | Name of the issuer | Métropole de Lyon |
| 1.4 | Type of issuer | Regional Local authority |
| 1.5 | Purpose of the programme | General requirements of the issuer |
| 1.6 | Programme size (maximum outstanding amount) in Euro | The maximum amount outstanding under the programme is €1 billion or the equivalent of this amount in any other authorised currency. |
| 1.7 | Form of the notes | The programme's securities are NEU CP, issued in bearer form and are held in accounts with authorised intermediaries in accordance with current French legislation and regulations. |
| 1.8 | Yield basis | <p>The remuneration of NEUCP is fixed or variable.</p> <p>The Issuer undertakes to inform the Banque de France when the remuneration is linked to an index or changes pursuant to an indexation clause that does not relate to a standard interbank, monetary or bond market rate.</p> <p>The programme also allows the issuance of a NEU CP, the remuneration of which may be based on an indexation formula that does not guarantee the repayment of the principal at maturity. The issuer's confirmation of such an issue will explicitly mention the repayment formula and the fraction of the guaranteed capital.</p> <p>In the case of an issue with an early redemption, extension or redemption option, the remuneration conditions of the NEU CP will be set at the time of the initial issue and may not be modified subsequently, in particular when the redemption option is exercised.</p> |
| 1.9 | Currencies of issue | Euro or any other currency authorised by the French regulations applicable at the time of issue. |
| 1.10 | Maturity | The maturity of the NEU CP will be set in accordance with French law and regulations, which implies that, on the date hereof, the duration of the issues of these securities may not exceed 1 year (365 days or 366 days in leap years). |

| | | |
|-------------|--|--|
| | | <p>The repurchase will not be made below the par for this Programme</p> <p>NEU CP may be redeemed before maturity in accordance with the laws and regulations applicable in France.</p> <p>NEU CP issued under the Programme may include one or more maturity extension options, at the discretion of the issuer or holder, or based on one or more events independent of the issuer and/or holder.</p> <p>NEU CP issued under the Programme may also include one or more redemption options by the issuer, at the discretion of the issuer or holder, or based on one or more events independent of the issuer and/or holder.</p> <p>If applicable, the option to redeem, extend or repurchase NEU CP must be explicitly specified in the confirmation form for any NEU CP issue.</p> <p>In any event, the term of any NEU CP with one or more of these clauses shall always, including any early repayment, extension or redemption options, comply with the regulations in force at the time of issue of such NEU CP.</p> |
| 1.11 | Minimum issuance amount | 150,000 euros or the equivalent value of this amount in foreign currency determined at the time of issue. |
| 1.12 | Minimum denomination of the notes | Under the regulations, the minimum legal amount of NEU CP issued under this programme must be 150,000 euros or the equivalent value of this amount in foreign currency determined at the time of issue. |
| 1.13 | Status of the notes | The NEU CP will constitute direct, unsecured and unsubordinated obligations of the Issuer, ranking at least equally with other current and future direct, unsecured, non-guaranteed and unsubordinated obligations of the Issuer. |
| 1.14 | Governing law that applies to the programme | Any NEU CP issued under this Programme will be governed by French law. All disputes arising from the NEU CP issue shall be governed by French law and interpreted in accordance with French law. |
| 1.15 | Listing of the notes/Admission to trading on a regulated market | No |
| 1.16 | Settlement system | Euroclear |
| 1.17 | Rating(s) of the programme | <p>The programme is rated by Fitch Ratings.</p> <p>https://www.fitchratings.com/entity/lyon-metropolis-96214750</p> <p>Ratings are subject to review at any time by</p> |

| | | |
|--------------|--|--|
| | | the rating agencies. Investors are invited to consult the websites of the agencies concerned in order to consult the current rating. |
| 1.18 | Guarantor | Not applicable |
| 1.19 | Issuing and Paying Agent(s) (IPA) - exhaustive list - | CACEIS Corporate Trust |
| 1.20. | Arranger | Crédit Agricole Corporate and Investment Bank |
| 1.21 | Placement method | <p>At the date of this Financial Documentation, the Issuer has appointed the following Dealers:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Métropole de Lyon - Crédit Mutuel Arkéa - BRED Banque Populaire - Crédit Agricole Corporate and Investment Bank - La Banque Postale - Natixis - Société Générale <p>The Issuer may subsequently replace a Dealer, arrange for the investment itself, or appoint other Dealers; an updated list of such Dealers will be made available to investors upon request submitted to the Issuer</p> |
| 1.22 | Selling restrictions | <p>General Restrictions:</p> <p>No action has been or will be taken by the Issuer, each Dealer, each initial subscriber and each subsequent holder of NEU CP issued under the Programme to permit a public offering of the NEU CP, or the holding or distribution of the Financial Documentation or any other document relating to the NEU CP, in a country or territory where measures are necessary for that purpose.</p> <p>The Issuer, each Dealer, each initial subscriber of a NEU CP has undertaken to comply and each subsequent holder of NEU CP will be deemed to have undertaken to comply, to the maximum extent possible, with the laws and regulations in force in each country or territory in which it purchases, offers or sells the NEU CP or in which it holds or distributes the Financial Documentation or any other document relating to the NEU CP and to obtain any consent, agreement or permission necessary for the purchase, offer or sale of NEU CP in accordance with the laws and regulations applicable to it and those of the country or territory in which it makes such purchase,</p> |

| | | |
|-------------|--|--|
| | | <p>offer or sale and neither the Issuer, nor any Dealer, nor any initial subscriber or subsequent holder of NEU CP shall incur any liability as such.</p> <p>The Issuer, each Dealer, each initial subscriber of NEU CP has declared and guaranteed and each subsequent holder of NEU CP will be deemed to have declared and guaranteed on the date of acquisition that it will not offer, sell or deliver, directly or indirectly, the NEU CP or distribute the Financial Documentation or any other document relating to the NEU CP, in a country or territory except under conditions where all applicable laws and regulations will be complied with and will not impose any obligation on the issuer.</p> |
| 1.23 | Taxation | Optional * |
| 1.24 | Involvement of national authorities | Banque de France |
| 1.25 | Contacts | <p>Telephone: +33 (0) 4 78 63 40 85 Email: bmanin@grandlyon.com</p> <p>Telephone: +33 (0) 4 78 63 41 74 Email: bdaller@grandlyon.com</p> |
| 1.26 | Additional information on the programme | Optional * |
| 1.27 | Language of the information memorandum which prevails | French |

* Optional: information that the issuer may not provide because it is not required by French regulation

| 2. DESCRIPTION OF THE ISSUER | | |
|---|---|--|
| Article D. 213-9, 2° of the French monetary and financial code and Article 7 of the Order of 30 May 2016 and subsequent amendments | | |
| 2.1 | Legal name | Métropole de Lyon |
| 2.2 | Legal form/status, governing law of the issuer and competent courts | <p>Métropole de Lyon is a regional authority with a special status by virtue of Article 72 of the Constitution and on the same basis as municipalities, departments and regions.</p> <p>The Issuer is subject to French law and falls within the jurisdiction of the Administrative Court of Lyon.</p> |
| 2.3 | Date of incorporation | <p>Métropole de Lyon was created by Law No. 2014-58 of 27 January 2014 on the Modernisation of Territorial Public Action and the Affirmation of Metropolitan Areas.</p> <p>Métropole de Lyon is a community with a special status, within the meaning of Article 72 of the Constitution, known as the "Métropole de Lyon" , replacing the urban community of Lyon and, within the territorial limits previously recognised to it, the Rhône department, article L 3611-1 of the <i>Code Général des Collectivités Territoriales</i> (General Code of Regional Authorities).</p> <p>The grandlyon.com website states the communes of Métropole de Lyon https://www.grandlyon.com/metropole/59-communes.html</p> |
| 2.4 | Registered office or equivalent (legal address) and main administrative office | <p>Métropole de Lyon. 20, rue du Lac CS 33569 69505 LYON Cedex 03</p> |
| 2.5 | Registration number, place of registration and LEI | <p>Regional authority with special status SIRET [French business establishment registration number] no.: 200 046 977 00019 APE (business activity) Code: 8411Z LEI NO.: 969500QEDZVVBAI2EX39</p> |
| 2.6 | Issuer's mission summary | <p>Métropole de Lyon assumes all the powers previously exercised by the Urban Community of Lyon and the Rhône Department as well as additional powers from the municipalities.</p> |
| 2.7 | Brief description of current activities | <p style="text-align: center;">Article L3641- CGCT Competences of Métropole du Grand Lyon</p> <p>I. - Métropole de Lyon shall automatically exercise the following missions in place of the municipalities located on its territory:</p> <p>1° In terms of development and economic, social and cultural planning:</p> |

(a) Creation, development, maintenance and management of industrial, commercial, tertiary, craft, tourist, port or airport activity areas;

b) Economic development actions, including holdings in the capital of the companies mentioned in 8° of Article L. 4211-1, and actions contributing to the promotion and influence of the region and its activities, as well as support and participation in the management of centres of excellence located on its territory;

(c) Support and assistance programme of to higher education and research institutions and research programmes, taking into account the regional scheme for higher education, research and innovation;

(d) Construction, development, maintenance and operation of cultural, socio-cultural, socio-educational and sports facilities in metropolitan France;

(e) Promotion of tourism, including the establishment of tourist offices;

2° In terms of metropolitan town planning:

(a) Regional coherence scheme and sector scheme; local urban plan and urban planning documents in its place; definition, creation and implementation of development operations; actions to enhance the natural and landscape heritage; establishment of land reserves;

(b) Organisation of mobility; creation, development and maintenance of the public road network in Métropole de Lyon; signalling; car parks and parking areas, urban travel plan; passenger shelters;

c) Participation in the governance and development of stations located in the metropolitan area;

(d) Establishment, operation, acquisition and provision of telecommunications infrastructure and networks

3° In terms of local housing policy:

(a) Local housing programme;

(b) Housing policy; financial assistance for social housing; actions in favour of social housing; actions in favour of housing for

disadvantaged people;

(c) Improvement of the built housing stock, refurbishment and reduction of substandard housing;

(d) Establishment, development, maintenance and management of Traveller reception areas and family rental land

4° In terms of urban policy:

a) Preparation of diagnostics for the region and definition of the city contract guidelines;

(b) Facilitation and coordination of contractual arrangements for urban development, local development and economic and social integration, as well as local arrangements for the prevention of crime;

c) Action programmes defined in the city contract;

5° In terms of the management of public interest services:

(a) Sanitation and water;

(b) Creation, management, extension and relocation of metropolitan cemeteries and cinerary sites, as well as creation, management and extension of metropolitan crematoria;

(c) Slaughterhouses, slaughterhouse-markets and markets of national interest;

(d) Fire and rescue services, under the conditions laid down in section IV title II of Book IV of Part I of this Code;

(e) External Fire Defence Public Service;

6° With regard to the protection and enhancement of the environment and the quality-of-life policy:

(a) Management of household and similar waste;

(b) Combating air pollution;

(c) Combating noise pollution;

(d) Support for energy demand management actions;

(e) Development and adoption of the regional climate-air-energy plan, in line with national

| | | |
|-------------|--|--|
| | | <p>targets for reducing greenhouse gas emission, energy efficiency and renewable energy production;</p> <p>(f) Concession for the public distribution of electricity and gas;</p> <p>(g) Creation, development, maintenance and management of urban heating and cooling networks;</p> <p>(h) Establishment and maintenance of charging infrastructure necessary for the use of electric or plug-in hybrid vehicles;</p> <p>(i) Management of aquatic environments and flood prevention</p> <p>(j) Establishment and management of disinfection services and hygiene and health services.</p> <p>II. - The council of Métropole de Lyon approves the local urban planning plan by a simple majority of the votes cast.</p> <p style="text-align: center;">Article L3641-2 CGCT</p> <p>Métropole de Lyon shall automatically exercise the powers conferred on the Department by law, in their provisions not contrary to this title.</p> <p>In addition, Métropole de Lyon may delegate the management of certain powers to the municipalities located on its territory, just as it may receive the management of other powers from the Region and the State.</p> |
| 2.8 | Capital | As the Issuer is a local authority, it does not have share capital. |
| 2.8.1 | Amount of capital subscribed and fully paid | Not applicable |
| 2.8.2 | Amount of capital subscribed and not fully paid | Not applicable |
| 2.9 | List of main shareholders | Not applicable |
| 2.10 | Regulated markets on which the shares or debt securities of the issuer are listed | Not applicable |
| 2.11 | Composition of governing bodies | <p>Métropole de Lyon Council meets, at the initiative of its Chair, at least once every quarter.</p> <p>The Chair of the Metropolitan Council is the executive body of Métropole de Lyon. S/he prepares and executes the deliberations of the Metropolitan Council and the decisions of the Standing Commission, orders expenditures</p> |

| | | |
|------|--|--|
| | | <p>and prescribes the execution of revenues. In the event of absence or incapacity, s/he shall be replaced by the first Vice-Chair or by a Vice-Chair in the order of appointment. The Metropolitan Council delegates part of its powers to the Chair and the Standing Committee.</p> <p>Chair: David Kimelfeld https://www.grandlyon.com/metropole/la-commission-permanente.html</p> |
| 2.12 | <p>Accounting method for consolidated accounts (or failing that, for the annual accounts)</p> | <p>Like all local authorities and groups of local authorities, Métropole de Lyon's accounting is part of a budgetary and accounting framework set by a set of legal and regulatory provisions. Five main budgetary principles apply to Métropole de Lyon:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Annuality: the period of budget execution is the calendar year. - Unity: a single document gathers all expenditure and revenue, although the main budget may be accompanied by additional budgets. - Universality: on the one hand, expenditure and revenue cannot be offset (the "gross revenue" rule); on the other hand, revenue is not earmarked. - Speciality: credits are allocated by chapters (according to the applicable nomenclature and the authority's choice to vote on the budget by nature or by function). - Balance: within the meaning of Article L. 1612-4 of the <i>Code général des collectivités territoriales</i> (General Code for Local Authorities), a budget is in "real balance" if each of the two sections of the budget (operating and investment) are voted in balance (including self-financing in the operating section) and if the self-financing generated by the operating section covers the repayment of the debt capital. <p>From an accounting point of view, the main principle applicable to local public finances is the separation of the authorising officer and the public accountant. The authorising officer is the authority's executive. S/he implements budgetary decisions in terms of expenditure and revenue. S/he ensures the first level of control of the exhaustiveness of the documents justifying expenditure and revenue. S/he shall keep accounts on an accrual basis. The initial budget, the supplementary budget,</p> |

| | | |
|---------------|--|---|
| | | <p>amending decisions and the administrative account shall be voted on by Métropole de Lyon.</p> <p>The assigning public accountant shall exercise the second level of audit over documents produced by the authorising officer to justify expenditure and revenue. S/he pays expenses and collects revenue. S/he keeps his/her own accounts.</p> <p>Each year, the authorising officer's accounts for the last financial year for which the accounts have been closed (the Administrative Account) must be approved by the Council, in accordance with the accounting records of the accounting officer (the Revenue and Expenditure Account).</p> <p>The authorising officer's accounts and the accounting officer's accounts shall be kept in accordance with the same applicable standard. The various applicable standards are all very similar to the general chart of accounts.</p> <p>Métropole de Lyon does not prepare consolidated financial statements.</p> |
| 2.13 | Accounting year | From 1 January to 31 December |
| 2.13.1 | Date of the last general annual meeting of shareholders (or equivalent thereof) which has ruled on the last financial year accounts | 08/06/2020 vote on the 2020 administrative account by the Metropolitan Council. |
| 2.14 | Fiscal year | Not applicable |
| 2.15 | Auditors of the issuer, who have audited the issuer's annual accounts | |
| 2.15.1 | Auditors | <p>Payment of expenses and revenue collection are carried out by a municipal public accountant.</p> <p>This operating method, which results from the principle of separation of authorising officers and accountants based on the general legislation governing the rules of public accounting in France (in particular the decree of 29 December 1962 laying down the general rules for public accounting), has the effect of reserving the handling of Métropole de Lyon's public funds and organising an external audit of the validity of each payment mandate issued each year.</p> <p>The role thus assigned to the public accountant is a guarantee for the financial security of Métropole de Lyon.</p> |

| | | |
|-------------|---|---|
| | | <p>In parallel with the administrative account drawn up by Métropole de Lyon, the public accountant maintains a management account that records all accounting entries made by Métropole de Lyon and validated by the Chief Treasurer of Métropole de Lyon. The management account also records the community's balance sheet. For each financial year, the metropolitan council takes a decision to adopt this revenue and expenditure account. It is then analysed by the Regional Chamber of Accounts, which checks whether the revenue has been collected and whether the expenditure has been paid in accordance with the rules in force. It analyses the accounts and supporting documents and examines the balance of the accounts.</p> <p>It then gives discharge to the accountant if the accounts are in order. The accounts of public accountants are generally examined at regular intervals and include the accounts since the last audit by the Regional Chamber of Accounts.</p> <p>In addition, the Regional Chamber of Accounts may carry out a check on the quality and regularity of management, on the use of resources and on the effectiveness of the actions carried out by a local authority. At the end of a procedure conducted in the presence of both parties, the Regional Audit Chamber adopts a final observations report which, together with the authorising officer's replies, is transmitted to the deliberative assembly. This examination covers the entire period since the previous audit.</p> |
| 2.15.2 | Auditors report on the accuracy of the accounting and financial information | Not applicable |
| 2.16 | Other equivalent programmes of the issuer | Not applicable |
| 2.17 | Rating of the issuer | <p>The Issuer is rated by Fitch Ratings.</p> <p>https://www.fitchratings.com/entity/lyon-metropolis-96214750</p> <p>Ratings are subject to review at any time by the rating agencies. Investors are invited to consult the websites of the agencies concerned in order to consult the rating in</p> |

| | | |
|-------------|---|-----------------------|
| | | force. |
| 2.18 | Additional information on the issuer | Optional [‡] |

[‡] Optional: information that the issuer may not provide because it is not required by French regulation

3. CERTIFICATION OF INFORMATION FOR THE ISSUER

Article D. 213-9, 4 of the French monetary and financial code and subsequent amendments

Please refer to the French section (3. CERTIFICATION DES INFORMATIONS SAISIES).